

IRAK : SOUVERAINETE LIMITEE
par Jean-Claude Courdy

Les Etats-Unis ont rendu leur souveraineté à l'Irak avec deux jours d'avance sur le calendrier

Les Etats-Unis ont rendu leur souveraineté à l'Irak avec deux jours d'avance sur le calendrier, geste symbolique qui a permis à G. W. Bush de faire un effet de manche lors de la réunion au sommet de l'OTAN à Istanbul le lundi 28 juin 2004.

Pendant la réunion des chefs d'Etat des pays de l'OTAN, le Président des Etats-Unis attendait avec impatience que le transfert de pouvoirs lui soit annoncé pour en faire part à ses collègues et en tirer le bénéfice politique escompté par l'administration républicaine tant sur le plan extérieur pour justifier une décision contestée, que sur le plan intérieur au moment où va s'ouvrir la campagne électorale présidentielle en vue de l'élection de novembre prochain.

D'emblée, G. W. Bush s'est heurté sur deux points à l'hostilité franchement ouverte de la France et de l'Allemagne:

Ces deux pays ont annoncé qu'ils persistaient à refuser l'envoi de troupes en Irak pour la formation de l'embryon de forces de sécurité irakienne en train de se mettre en place. Le Président Jacques Chirac n'a pas mâché ses mots, d'autant plus qu'en essayant de minimiser la portée des manifestations d'hostilité dont il était l'objet, George W. Bush a commis l'imprudance de se prononcer en faveur de l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne.

Dans sa conférence de presse, Jacques Chirac a qualifié la déclaration du président américain, d'immixtion dans les affaires intérieures de l'Europe, ajoutant en substance que c'était un peu comme si l'Europe dictait aux Etats-Unis sa conduite dans leurs relations avec le Mexique. Jacques Chirac s'est également demandé quelle était la zone d'intervention de l'OTAN. La France et l'Allemagne sont pour une définition plus restreinte. Pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, il s'agit surtout de se décharger d'une partie du fardeau qu'impose la sécurité de l'Irak

Au delà des zizanies transatlantiques, la véritable question porte sur le contenu réel de la nouvelle souveraineté irakienne.

Tributaire du maintien de l'ordre par cent soixante mille GI, le gouvernement intérimaire d'Iyad Allaoui ne sera qu'informé des décisions opérationnelles sur le territoire, donc pas question de souveraineté militaire. Le nouveau Premier ministre Irakien ne peut compter que sur une souveraineté économique également limitée du fait de sa dépendance étroite de l'aide internationale. Ces réserves ne doivent pas cacher le progrès que représente la nouvelle situation politique. Il s'agit bien pour l'Irak d'un nouveau départ.

George W. Bush peut s'estimer satisfait mais son auto satisfecit est assombri par l'état du pays que les Américains laissent, après une guerre dont le moins qu'on puisse dire est que son urgence ne s'imposait pas. Ce transfert n'entraîne pas forcément l'établissement d'une démocratie, mais sans doute là faut-il laisser du temps au temps.

Jean-Claude Courdy